

"Face à la crise" – Débat du 13 décembre 2008

Crise et Ecologie

Document de discussion et de travail

Andreas Saurer - 8.1.2009

La crise financière internationale: la force idéologique du capitalisme et le silence étourdissant du mouvement anticapitaliste

Quelques jalons pour un projet alternatif et une utopie désirante

Mon invitation à la journée de débat du 13.12.2008 par SolidaritéS a été motivée par l'article que j'ai publié dans Le Courrier "L'écologie, est-elle compatible avec le capitalisme ?" Vous m'avez proposé le titre "La crise est-elle une chance pour l'écologie ?". En m'inspirant de l'esprit de mon article qui essaye de montrer l'étonnante capacité d'adaptation du capitalisme à l'écologie et en tenant compte de votre référence à la crise, je me suis permis de proposer le titre "Crédibilité du capitalisme malgré la crise et le désarroi du mouvement anticapitaliste". Pour le texte écrit, j'ai finalement retenu le titre "La crise financière internationale: la force idéologique du capitalisme et le silence étourdissant du mouvement anticapitaliste - Quelques jalons pour un projet alternatif et une utopie désirante".

Pour éviter tout malentendu, je tiens à préciser que mon texte n'a pas pour but de présenter une analyse structurée et cohérente mais de présenter mes interrogations et mes doutes à ce sujet, raison pour laquelle je le qualifie de document de discussion.

Mon intervention aura deux parties:

- Dans une première partie, je vais présenter quelques données et appréciations à contre-courant dans nos milieux, voire provoquants, pour illustrer la vitalité du capitalisme malgré la crise tout en précisant que le système capitaliste reste profondément injuste et intolérable et que sa refonte est indispensable. J'aborderai également très brièvement la problématique de la politique de la gauche radicale dans les exécutifs et sur le terrain social.
- Dans la deuxième partie, je développerai quelques notions idéologiques d'un projet alternatif en me basant sur Gramsci et ses cahiers de prison (un texte intéressant à ce sujet a été publié par Jakopovich dans un numéro récent d'Inprecor), sur une lecture originale de Marx en me référant à des articles de Michael Löwy et de Philippe Corcuff publiés dans Ecologie et Socialisme en 2005, sur des débats récents en épistémologie et sur quelques notions psychanalytiques.

La crise financière internationale: la force idéologique du capitalisme et le silence étourdissant du mouvement anticapitaliste.

1. La force du capitalisme en matière idéologique

Tout le monde a critiqué la pratique des bonus et la politique de rapace et de prédateurs inhérente à certaines pratiques financières. Tout le monde préconise un contrôle et une régulation accrue de la pratique bancaire. Ainsi, Josef Ackermann, le PDG de la Deutsche Bank, "ne croit plus au pouvoir d'autocorrection des marchés" et Horst Köhler, ancien directeur du FMI, estime que "les marchés internationaux se sont métamorphosés en un monstre qui doit être repoussé dans sa tanière" (Monde Diplomatique, août 2008).

Cependant, injecter 60 milliards pour sauver l'UBS et plusieurs milliers de milliards de dollars au niveau mondial par les Etats des pays industrialisés ne suscite pas de manifestations significatives devant les banques et ne fait pas émerger la question de la nationalisation du système bancaire. C'est une non question. Pourtant, on aurait pu imaginer des manifestations devant les banques...mais rien!!!

L'absence de réactions face à ces mesures est la preuve de la solidité idéologique (et non pas économique) étonnante du capitalisme.

2. La vitalité du capitalisme en matière écologique

Une partie de la classe dominante est indiscutablement consciente de la gravité du danger de la dégradation des conditions de survie de la planète. Les indices en sont, par exemple, le film d'Al Gore sorti en 2007 ou encore le rapport du GIEC qui témoigne de l'unanimité du monde scientifique à propos du réchauffement de la planète et qui est accepté par la plupart des pays industrialisés. Evidemment, les décisions gouvernementales en faveur des énergies renouvelables et les économies d'énergies laissent encore à désirer.

Cependant, la problématique environnementale peut non seulement s'insérer dans la dynamique capitaliste, elle peut même susciter un intérêt majeur auprès de certains représentants du pouvoir financier et économique. Ainsi, l'évolution de l'économie verte est étonnement dynamique. Citons quelques exemples:

- Selon le Temps du 19 août 2008, pour la seule Suisse "l'énergie verte subventionnée suscite des projets équivalents en kWh à un réacteur nucléaire".
- Le Monde Diplomatique d'août 2008 parle de "gratte-ciel verts, une utopie concrète" en mentionnant l'exemple du Post Tower à Bonn qui ne consomme que 60 kWh/m²/an à la place des 300 à 1000 kWh/m²/an pour la plupart des buildings.
- Le même Monde Diplomatique consacre tout un article à un projet dans le Golf arabo-persique où l'on prévoit la construction d'une ville pour 50'000 habitants d'un coût de 22 milliards de dollars, sans émission de CO₂.
- Enfin, selon le PDG de Renault, Louis Schweitzer, "le développement durable n'est ni une utopie ni même une constatation, mais la condition de survie de l'économie de marché" (Le Courrier du 24.6.2008).

Il est donc fort probable que le secteur du développement durable deviendra une branche économique significative dans les (dizaines) années à venir, un secteur qui fonctionnera évidemment sur le plan social comme n'importe quel autre secteur de l'économie capitaliste.

Les représentants de ce secteur économique chercheront certainement du soutien politique auprès des partis verts et auront tendance à les investir. Les intérêts de ces dirigeants, y compris leurs intérêts en tant qu'employeurs, entreront de plus en plus en résonance avec les partis verts. Ces derniers auront donc tendance à devenir par leur lien "organique" avec ces entrepreneurs verts un relais essentiel d'une branche importante de l'économie capitaliste.

Par conséquent, dans la mesure où les partis verts continuent à se focaliser de plus en plus sur les seules revendications environnementales, leur positionnement vers le centre de l'échiquier politique sera non seulement inévitable, mais aussi de plus en plus solide, ce que nous commençons à constater un peu partout en Europe. Ce repositionnement n'est donc pas uniquement politique, comme il l'était il y a une vingtaine d'années, mais il commence à avoir une assise sociologique.

A côté de cette vision tranquille et progressive, on peut également imaginer un scénario un peu plus dramatique, voire carrément catastrophique. Ainsi, on peut imaginer le cas où le niveau de la mer monte de 1 à 2 cm à New York et dans bien d'autres endroits essentiels au bon fonctionnement de l'économie (Tokyo, Osaka, Shanghai, Bombay, Alexandrie, Amsterdam etc).

Dans ces conditions, il n'est pas exclu que les dirigeants de l'industrie et de la finance prennent des mesures extrêmement draconiennes pour contenir la catastrophe climatique. Il sera certainement tard, peut-être même trop tard. Daniel Tanuro estime

dans le journal de SolidaritéS (No104) que "face à des échéances devenues terriblement pressantes, il n'est pas exclu, par exemple, que les puissances dominantes changent brusquement de cours en utilisant leurs appareils d'Etat pour mobiliser et centraliser toutes les ressources, voire imposer un rationnement, comme en période de guerre... Une telle mobilisation n'aurait évidemment pas pour but de sauver le climat pour tous et toutes mais de le sauver dans la mesure du possible en protégeant les privilèges sociaux".

La capacité d'intégration de l'écologie par le capitalisme est très importante et nous aurions tort de sous-estimer son aptitude à faire d'importants progrès dans ce domaine. Cette capacité d'intégration et d'adaptation sera-t-elle cependant suffisante pour éviter une catastrophe environnementale? Pas sûr. Cependant, nous pouvons être sûrs qu'elle sera insuffisante pour éviter une catastrophe humaine pour les couches sociales défavorisées, particulièrement au tiers-monde.

3. Le capitalisme a survécu malgré les conquêtes sociales et le développement de l'Etat social

Le capitalisme a survécu malgré le fait que les conquêtes sociales ont entraîné une diminution du taux de profit et du revenu du capital et cela au bénéfice du revenu du travail. La part des dépenses sociales des pays de l'OCDE est actuellement proche de 40% du PNB, un pourcentage qui a été multiplié depuis les années 30 et qui est resté étonnement stable ces dernières années.

Ces conquêtes sociales ont été possibles essentiellement grâce à la pression de la révolution russe et le rôle des PC pendant la 2^{ème} Guerre Mondiale. Vouloir introduire aujourd'hui l'AVS - un système qui se caractérise par l'absence d'une limite supérieure du montant de cotisation, un système qui fait que Vasella doit payer environ 3 millions de cotisation AVS – serait probablement tout à fait impensable.

Même les transformations importantes et conséquentes en matière de justice sociale peuvent être compatibles avec l'économie capitaliste et cela malgré le fait qu'elles ont tendance à diminuer les revenus de ceux qui vivent du capital et ne correspondent donc pas aux intérêts fondamentaux de l'économie capitaliste.

Le capitalisme existe depuis plus de 200 ans et a montré une capacité d'intégration et de survie remarquable. Il a "digéré" non seulement l'Etat social mais aussi de nombreuses crises économiques, deux guerres mondiales sans parler de toutes les guerres locales et l'amputation pendant plusieurs décennies de la Russie et de la Chine.

4. Le capitalisme augmente les différences sociales mais pas forcément la pauvreté dans le monde

Le capitalisme favorise les injustices criantes en matière de santé et est responsable de la famine et de la mort de millions de personnes en raison du maintien de la sous-alimentation, de soins insuffisants et de la politique financière et des brevets de l'industrie pharmaceutique.

Le capitalisme est également responsable de la différence de mortalité selon la classe socioprofessionnelle, une différence qui a tendance à augmenter et cela dans tous les pays et pour toutes les affections, y compris l'infarctus du myocarde, la maladie, soi-disant, par excellence du PDG. Cependant, cette augmentation de la différence de mortalité entre les couches sociales favorisées et défavorisées se fait dans le cadre d'une amélioration générale de l'état de santé de toutes les couches sociales dans les pays industrialisés. Aussi bien l'état de santé de l'ouvrier que celui du PDG s'est amélioré régulièrement.

Les données de l'OMS - des données, certes, critiquables, manquant de précision mais quand même justes dans les grandes lignes - montrent également une amélioration générale de l'état de santé au niveau mondial. Ainsi, entre 1990 et 2006:

- la mortalité infantile (entre 0 et 1 an), la mortalité entre 0 et 5 ans et la mortalité entre 15 et 60 ans ont diminué partout dans le monde sauf dans les pays africains, particulièrement ceux touchés par le SIDA où la mortalité est restée stationnaire ou a augmenté; corollairement, l'espérance de vie a augmenté partout dans le monde, sauf, une fois de plus, dans les pays africains où elle est restée stationnaire ou a diminué;
- il s'avère également que l'accès à l'eau potable a augmenté pendant cette quinzaine d'année comme par ailleurs aussi l'accès à des toilettes branchées sur un système d'égout;
- Enfin, l'alphabétisation et la scolarisation des filles a également augmenté entre 1990 et 2006.

Les statistiques de la FAO (rapport d'août 2008) ne montrent pas non plus une péjoration de la situation. Ainsi. La sous-alimentation dans le monde (défini par l'apport énergétique minimal nécessaire/habitant) est restée stationnaire entre 1990 et 2005. Elle concerne environ 850 millions d'habitants. L'Inde et la Chine abritent 40% de la population sous-alimentée. En Chine, nous avons assisté à une forte diminution de la sous-alimentation qui a passé de 180 millions à 120 millions de personnes, en Inde elle a augmenté en passant de 210 millions à 230 millions de personnes, et en Afrique elle a passé de 170 millions à 210 millions de personnes. Enfin, toujours selon le même rapport, il semble que la prévalence des enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale aurait partout diminué.

Enfin, les données d'un rapport de la Banque Mondiale daté du 26.8.2008 signale une diminution du nombre de pauvres (moins de 1,25 dollars/jour), un nombre qui a passé de 1,8 milliard à 1,3 milliard pendant les 25 dernières années. En revanche, en Afrique, le nombre des plus déshérités (moins de 0,7 dollars/jour) a passé de 200'000 à 400'000.

Les inégalités sociales, particulièrement en matière de santé, se sont accrues. La misère dans le monde est toujours très importante avec la famine qui touche environ un milliard de personnes et la misère (moins de 2 dollars/personne/jour) concerne encore plus de deux milliards de personnes, à savoir 1/3 de la population mondiale ce qui est d'autant plus scandaleux quand la production mondiale a été multiplié par un facteur 7 pendant les 50 dernières années (PNUD).

En revanche, le niveau de santé de la grande majorité de la population de la planète s'est amélioré, un résultat en relation avec le développement des forces productives, le changement du rapport de force politique pendant les 100 dernières années et l'instauration d'un Etat social, évidemment à des degrés variables, des changements qui font que le temps est bien révolu où "la classe ouvrière n'a que ses chaînes à perdre".

5. La politique anticapitaliste de la gauche radicale est peu visible

Le projet anticapitaliste de SolidaritéS dans le sens d'un projet de société alternatif et révolutionnaire pour renverser le capitalisme - un projet à ne pas confondre avec une défense rigoureuse des salariés et des prestations sociales - n'est guère visible, ni dans les Conseils municipaux et encore moins au niveau du Conseil administratif de la Ville de Genève. Je peux faire la même remarque concernant mon expérience personnelle pendant une douzaine d'années avec des représentants de SolidaritéS au CA des HUG. Malgré nos réunions de préparation régulières et l'excellente entente qui régnait entre nous, je ne peux prétendre que nous ayons réussi à développer même un embryon d'un projet politique anticapitaliste en matière hospitalière.

Bien sûr, SolidaritéS en est conscient. Ainsi, dans le texte pour son congrès qui aura lieu en 2009, le mouvement fait remarquer avec beaucoup de lucidité qu'il "reste à définir quelles formes concrètes doit prendre cette appropriation et cette gestion collective de la production sociale...". C'est une phrase anodine mais elle est lourde de signification. Lors du débat le 13.12.2008 consacré à la crise et organisé par Solidarités, un membre de SolidaritéS a parlé à ce sujet d'un "vide abyssal".

Cette faiblesse ne découle pas d'une quelconque spécificité genevoise en matière d'élaboration politique, cette faiblesse concerne la plupart des gauches radicales et anticapitalistes. Elle s'est aussi vue dans le débat contradictoire entre Ségolène Royal et Olivier Besancenot (Marianne, 31.5.2008) quand ce dernier fait allusion à la Commune de Paris de 1871 pour illustrer son projet d'organisation politique et économique. Un tract que le Nouveau Parti Anticapitaliste distribuait lors d'une manifestation pour la sauvegarde du climat à Genève en décembre 2008 préconisait comme seule perspective politique "Il faut en finir avec le capitalisme"...tout un programme! Enfin, cette faiblesse peut devenir carrément dramatique quand la gauche radicale arrive au pouvoir où elle se compromet parfois à grande vitesse comme l'a illustré Lula avec le parti des travailleurs au Brésil.

Evidemment, les modèles du socialisme réellement existant, d'un côté écroulé sans beaucoup de résistance en Union Soviétique et, de l'autre côté, transformé en capitalisme sauvage sous une chape de plomb répressive en Chine, ne sont guère très enthousiasmants.

Finalement, on a l'impression que la politique de la gauche radicale et anticapitaliste ne diffère pas beaucoup de l'initiative de crise lancée par l'USS en 1934 qui demandait notamment le maintien du pouvoir d'achat par la protection des prix et des salaires, la création planifiée d'emplois, l'introduction d'une assurance chômage, la promotion des exportations et le contrôle des marchés de capitaux, des cartels et des trusts.

Cependant, le plus consternant est sans aucun doute l'inexistence de la mouvance anticapitaliste lors de la crise financière et son silence étourdissant, aussi bien en matière de proposition qu'en ce qui concerne la mobilisation dans la rue. Cette absence de proposition concrète et de mobilisation est rageant pour tout militant révolté contre les milliards investis par les Etats dans les banques et cherchant une réponse politique crédible.

Le projet de la société alternative et anticapitaliste, même embryonnaire, est très peu visible, aussi bien sur le plan programmatique que quand la gauche radicale occupe des parcelles de pouvoir. Cependant, le plus inquiétant est le silence étourdissant de la mouvance anticapitaliste lors de la crise financière de 2008.

Quelques jalons pour un projet alternatif et une utopie désirable

1. Un projet réformiste à potentialité révolutionnaire

Un réel projet anticapitaliste et révolutionnaire nécessite un projet de rupture avec l'économie capitaliste. Un tel projet soulève d'énormes problèmes, comme par exemple, la gestion de la complexité de l'économie et de sa mondialisation, la place de l'autogestion et de la démocratie économique ou encore la question de la planification économique tout en évitant la bureaucratisation qui tue la créativité et l'épanouissement individuel. Il faudrait probablement une sorte de programme de transition comme Trotski l'a élaboré dans les années 1930 pour la 4^{ème} Internationale mais actualisé pour le 21^{ème} siècle en tenant compte de la complexité et de la mondialisation de l'économie, un programme dont les revendications doivent être compréhensibles pour la population tout en étant incompatibles avec l'économie capitaliste. Un tel projet devrait évidemment

constituer une réponse pour les salariés travaillant dans le centre de l'économie (banques, automobile, énergie, machines, informatique etc).

Cependant, selon un conférencier de la journée de SolidaritéS consacrée à la crise, les projets du mouvement anticapitaliste en la matière ne manquent pas seulement de créativité mais sont d'un "vide abyssal". On ne peut que partager cette affirmation quand on lit un tract récent du Nouveau Parti Anti-Capitaliste qui affirme comme seul projet alternatif "qu'il faut en finir avec le capitalisme".

Compte tenu de la complexité de la tâche et de la réflexion de la mouvance anticapitaliste plutôt modeste en la matière se pose la question de savoir si l'étape préliminaire d'un projet révolutionnaire de rupture et fondamentalement anticapitaliste n'est pas le développement d'un projet réformiste radical en faveur d'une régulation forte de l'économie capitaliste, comme par exemple, la nationalisation du système bancaire et de la bourse? Une sorte de projet réformiste à potentialité révolutionnaire impliquant un changement radical du rapport de force entre ceux qui vivent du revenu du travail et ceux vivant du revenu du capital. Ce n'est probablement que dans une telle dynamique réformiste que les questions concrètes d'un vrai projet alternatif et révolutionnaire de rupture pourraient trouver des réponses crédibles.

Cependant, un tel projet réformiste, y compris s'il contient des nationalisations du système bancaire et des grandes industries comme cela été le cas dans certains pays européens à la sortie de la dernière guerre, n'est pas fondamentalement incompatible avec l'économie capitaliste qui, comme nous l'avons vu, a un très fort potentiel d'adaptation.

Les projets révolutionnaires et anticapitalistes se caractérisent par des contours et de contenus flous et peu visibles. Par conséquent, ne serait-il pas plus cohérent de formuler un projet réformiste permettant une régulation économique forte et impliquant un important changement du rapport de force politique, un changement qui peut cependant être porteur d'une visée révolutionnaire?

2. La question idéologique

Les difficultés en matière de projet d'organisation d'une économie alternative sont, en partie, aussi liées à un manque de réflexion critique sur le plan de l'idéologie. De surcroît, la faiblesse idéologique de la mouvance anticapitaliste ne rend la victoire du capitalisme dans ce domaine que plus indiscutable. Pourtant, le facteur idéologique est un élément important dans la théorie marxiste, particulièrement chez Gramsci, mais aussi auprès d'autres théoriciens marxistes critiques.

Il me semble urgent que l'intellectuel-militant anticapitaliste "sorte la tête du guidon", voire pose le vélo avec lequel il patauge dans la misère, dans la boue humaine pour apporter du réconfort, certes, appréciable, une activité qui l'empêche cependant parfois de voir l'évolution et la complexité du monde. Il serait souhaitable qu'il pose non seulement temporairement le vélo mais aussi qu'il suspende des théories trop cohérentes et trop logiques qui sont quelque fois aveuglantes pour appréhender certains changements paradigmatiques.

Ainsi, Gramsci a insisté sur l'erreur de vouloir réduire le marxisme à un simple projet économique et de redistribution de la richesse, si important que soit cet aspect. Selon lui (cahiers de prison entre 1926 et 1936 – article de Jakopovich dans Inprecor) l'initiative humaine et l'hégémonie culturelle constituent des éléments centraux de l'activité politique, et il s'inscrit en faux contre les lois "scientifiques" et immuables du matérialisme mécaniste et contre l'idéalisme car tous les deux sont non dialectiques.

Gramsci estime "qu'il y a une interaction complexe entre les forces subjectives et objectives" et qu'il faut fusionner le cognitif et l'émotionnel et réintégrer la dimension subjective créatrice dans le projet socialiste. Face à l'hégémonie culturelle du

capitalisme, il faut "une nouvelle Renaissance (Siècle des Lumières), un renouveau intellectuel et moral - une explosion d'énergie contre-culturelle créative - qui constitue un ingrédient indispensable pour un changement social radical. Négliger cet élément crucial du processus révolutionnaire, enraciné dans la subjectivité créative, serait une trahison de la révolution sociale anti-capitaliste elle-même." Enfin, "chaque nouvelle pièce de Voltaire et chaque nouveau pamphlet était comme une étincelle passant dans un réseau de lignes qui s'étendaient de nation à nation, de région à région. C'est une armée invisible de livres qui a préparé le chemin pour les baïonnettes de Napoléon".

Selon Carl Boggs, un spécialiste de Gramsci, "le problème du marxisme du XXème siècle était son "incapacité de créer une psychologie de masse avec une imagination émotionnellement attractive. Son marxisme avait tendance à être trop schématique et trop abstrait".

Pour Wilhelm Reich, psychanalyste et marxiste, "on a laissé la praxis du facteur subjectif aux idéalistes; nous avons agi comme des matérialistes mécanistes et économistes".

Pour Bourdieu, il y a une pluralité de modes de domination (qui est d'ordre économique, mais aussi politique, culturelle, masculine, etc.) imbriqués de manière complexe dans une formation sociale donnée. Certes, le champ économique et le mouvement contemporain de la marchandisation qui pénètre de plus en plus l'ensemble des rapports sociaux, pèse d'un poids particulier dans l'organisation des rapports sociaux. Mais, les champs sociaux et idéologiques gardent une autonomie par rapport aux champs non économiques. La mise en cause de l'aspect économique ne conduira pas nécessairement, du fait même de cette autonomie, à la mise en cause de l'ensemble des modes d'oppression (comme l'oppression des femmes, la domination politique, les discriminations postcoloniales, l'homophobie, etc)

Pour Foucault, le pouvoir n'est pas localisable, il est diffus. Dans "l'archéologie du savoir" (1969) il préconise, à la place des totalisations resserrant tous les phénomènes autour d'un centre unique, une généralisation qui déploierait au contraire un espace de dispersion dans un but de convergence et de coordination.

Magnus Enzensberger, écrivain allemand, parle de "l'industrie de la conscience" raffinée comprenant l'éducation, les médias, les divertissements, les pratiques et les croyances sociales populaires.

Enfin, pour Hobsbawm - auteur marxiste de la trilogie "l'Ere des révolutions" - la révolution française n'a pas permis une augmentation du PIB. L'intérêt de cette révolution n'était pas matériel et économique, mais politique (Aux armes, historiens - page 105).

Le but du questionnement idéologique consiste à élaborer un projet d'espoir, un projet d'utopies mobilisatrices qui tétanise la droite comme le disait, presque terrorisé, Friedrich Hayek dans les années 50 selon lequel "la principale leçon qu'un libéral conséquent doit tirer du succès des socialistes est leur courage d'être utopique qui rend chaque jour possible ce qui, récemment encore, semblait irréalisable" (Serge Halimi - MD novembre 2008).

3. Comment favoriser l'émergence d'une utopie désirante et révolutionnaire?

Bien sûr, il est indispensable d'analyser finement le comportement inique et immoral du capitalisme qui laisse 1/3 de l'humanité dans la misère, voire dans la famine. Cependant, ce n'est pas par la dénonciation dans les moindres détails des méfaits du capitalisme qu'on fait émerger une utopie désirante et révolutionnaire. Ce n'est pas dans la haine qu'on construit un projet alternatif crédible et mobilisateur mais dans une utopie désirante.

Loin de moi l'idée d'une solution toute faite. Les quelques éléments que je vais essayer de développer s'insèrent dans un débat et un questionnement avec le courant de la mouvance alter mondialiste qui se réfère, à des degrés très variables, à la théorie marxiste.

La place de l'individu et de la subjectivité

Selon Corcuff, c'est dans les Manuscrits de 1844 que Marx met en cause, au nom de la notion de l'homme complet, l'aliénation et le morcellement de l'homme dans l'univers marchand. Selon cet auteur, Marx veut émanciper l'individu de l'aliénation capitaliste en permettant "l'émancipation de toutes les actes et de tous les sens de l'individu". Par actes, il entend "sentir, goûter, toucher, penser, contempler, vouloir, agir, aimer". Mais, "à la place de tous les sens physiques et intellectuels est apparue l'aliénation pure et simple des sens". Le règne de l'argent a imposé la mesure unique de la marchandise à la singularité des sens et des capacités créatrices de chaque individu.

Selon cet auteur, Marx parle également du communisme vulgaire qui promeut le nivellement des êtres humains en "niant partout l'individualité singulière de l'homme". Ce "communisme vulgaire cherche tout à ramener au même niveau", à la manière du capitalisme, au lieu de créer les conditions d'un déploiement des singularités individuelles, dans ce qu'elles ont d'irréductible les unes par rapport aux autres. Et Corcuff pose la question de savoir si on n'a pas là en germe une double critique libertaire du capitalisme et du communisme réellement existant au nom de la singularité individuelle.

Selon Michaël Löwy, Marx insiste sur la priorité de l'être de l'individu (dans le sens de la sublimation et non pas de l'existence identitaire), et du plein accomplissement des potentialités humaines ce qu'il oppose à l'avoir, à la possession des biens.

Enfin, selon Vincent Peillon, Marx était un théoricien de la subjectivité de l'individu. En effet, ce sont les humains qui font l'histoire, évidemment dans des conditions données. Dans le manifeste communiste, il ne parle pas du prolétariat mais des prolétaires, à savoir des individus qui composent le groupe. Le déterminisme de Marx ne serait pas un déterminisme économique mais "un déterminisme de la pratique subjective des personnes individuelles".

Le poids à accorder au sujet, à l'individu est probablement d'autant plus important de nos jours que le sujet occupe un espace bien plus important dans la jeunesse contestataire et militante que dans les années 1970. Les raisons sont certainement multiples. La pression idéologique du capitalisme avec la glorification de la réussite personnelle a joué un rôle important comme par ailleurs aussi le changement radical des moyens de communication et d'information. Cette évolution a introduit un profond changement du rapport entre l'individuel et le collectif dans le sens d'une atomisation, une atomisation qui diffère évidemment radicalement de la conception de la subjectivité de l'individu de Marx.

La conception du sujet du jeune Marx implique notamment l'autonomie et la place des sens et de l'émotion dans son épanouissement, des qualités qui ne peuvent se développer que dans un contexte adéquat sur le plan aussi bien social qu'historique. Dans un projet alternatif, il est donc indispensable de penser non seulement le collectif mais aussi l'individuel et leur interaction respective, une conception radicalement différente du sujet atomisé de la société capitaliste.

La critique de la quantification

Pour Löwy, la "machine quantificatrice" a permis à l'économie capitaliste de se "désencastrer" de la subjectivité et de mettre en marche un élément central et même vital de l'économie capitaliste, à savoir le remplacement de la valeur d'usage par la valeur d'échange et l'entrée des échanges dans une économie de marché. Tout est devenu mesurable et quantifiable, comme dans les sciences expérimentales qui ont envahi tout le champ universitaire, y compris les sciences humaines. A la place de penser on ne fait que compter!

Daniel Bensaid, dans son livre Marx l'intempestif (1996) estime que "le socialisme et l'écologie partagent des valeurs sociales qualitatives, irréductibles au marché. Ils

partagent aussi une révolte contre l'autonomisation réifiée de l'économie par rapport aux sociétés et un désir de ré-encadrer l'économie dans un environnement sociale et naturel".

Cette "machine quantificatrice" pour "désencadrer l'économie" se voit aussi en matière d'organisation de travail où la quantification est devenue la base de l'évaluation et de la réglementation des processus de travail, fondamentalement dans le but de garantir à une infime minorité la liberté maximale de faire fructifier les capitaux investis en mettant ainsi la majorité de la population dans un carcan organisationnel qui réduit progressivement la liberté individuelle, pourtant garante de l'épanouissement personnel.

Dans le secteur industriel et financier, la quantification a une certaine cohérence compte tenu du fait que la finalité est la rentabilité matérielle et financière. En revanche, cette démarche devient des plus discutables dans le domaine de la santé, dans le secteur social ou encore en matière d'éducation, des secteurs dont les objectifs sont fortement influencés par les qualités humaines et relationnelles, des aspects difficilement quantifiables. Pourtant, la quantification et la réglementation pénètrent de plus en plus ces secteurs en évaluant des processus, souvent d'une manière très détachée de la réalité et de la complexité qui y règne, de telle façon qu'on n'évalue plus que du papier. D'une manière assez surprenante, malgré la chute du mur de Berlin il y a une vingtaine d'années, on a l'impression d'assister à une sorte de résurgence d'éléments de la bureaucratie stalinienne!

Ainsi, cette politique incite le personnel soignant, les enseignants, les intervenants dans le social, voire même les médecins de se préoccuper davantage de la conformité de la prestation par rapport au règlement que de l'adéquation de la prestation à la personne dans sa complexité et son histoire. Evidemment, un tel climat de travail a tendance à étouffer toute créativité, un phénomène malheureusement de plus en plus visible en milieu hospitalier.

Toutes ces politiques d'évaluation, de réglementation et de quantification sont basées sur la pensée linéaire et prédictive qui, faut-il le rappeler, est incompatible avec la complexité et l'inconnu, des notions qui dominent l'ensemble du vivant! Déjà André Breton, auteur du manifeste du surréalisme dans les années 1930, attirait notre attention sur le fait que "la surestimation extravagante du connu par rapport à ce qui reste à connaître est une des grandes faiblesses de la pensée contemporaine". Il y a aussi des critiques qui se font jour dans l'establishment scientifique. Ainsi, Francis Waldvogel, ancien patron de la médecine interne des HUG et ancien président du Conseil des écoles polytechniques estime que "la méthode expérimentale se lézarde. Son caractère réductionniste ne rend plus suffisamment compte de la complexité du monde...avec le modèle expérimental est né une culture verticale, une connaissance en silo, une fragmentation progressive de la connaissance".

Malgré cette critique, la "machine quantificatrice et réglementariste" est encore très présente dans bien des courants marxistes et altermondialistes qui restent fortement attachés à ces méthodes et ont quelques difficultés à intégrer dans leur réflexion scientifique des notions épistémologiques comme les structures dissipatives, l'autopièse ou encore la théorie de la bifurcation, des notions qui sont basées sur la compréhension que l'évolution de la nature est certainement déterministe mais non prédictible. La bureaucratie stalinienne a probablement poussé à l'extrême et à l'absurde cette croyance délirante en les supposés vertus de la pensée scientifique quantifiable et prédictible. Cependant, cela n'est peut-être pas trop surprenant si on se rappelle que Marx lui-même avait la prétention de construire une sociologie scientifique, une approche qui était le reflet de la pensée scientifique dominante du 19^{ème} siècle caractérisée par une croyance presque religieuse et mystique en le caractère généralisable de la prédictibilité des sciences de la nature.

Il est indispensable que le projet alternatif se méfie de tout vouloir contrôler, réglementer et quantifier et qu'il reste conscient de l'immensité de l'inconnu et de

la place à accorder aux critères qualitatifs. Il est sans aucun doute pertinent d'édicter un certain nombre de règles précis, des règles qui ne devraient cependant pas être motivés exclusivement par des critères sécuritaires mais aussi, voire surtout, par des critères de créativité. Même des règles établies par des méthodes parfaitement démocratiques peuvent étouffer l'inventivité et l'épanouissement personnel, collectif et solidaire.

L'équilibration dialogique à la place de la dialectique téléologique

Corcuff préconise l'équilibre d'une pluralité de logiques mise sous tension en faisant appel à Proudhon, le socialiste libertaire, qui s'est différencié de Marx à ce sujet. Ainsi, Proudhon (Théorie de la propriété) affirme d'avoir "cru jusqu'alors avec Hegel que les deux termes de l'antinomie, thèse et antithèse, devaient se résoudre en un terme supérieur, la synthèse...en fait, les termes antinomiques ne se résolvent pas plus que les pôles opposés d'une pile électrique ne se détruisent...ils sont cause et génératrice du mouvement de la vie, du progrès....la solution n'est pas la fusion, qui serait la mort, mais leur équilibre".

Corcuff propose de remplacer la notion de synthèse dialectique supposée supérieure par celle d'équilibration. Selon lui, on n'est pas à la "fin de l'histoire" dans un sens téléologique du terme propre aux visions d'inspiration hégélienne du communisme, ni même à la fin de la préhistoire de l'humanité dont parlait Marx. La notion d'équilibration s'insère davantage dans une dynamique de dialogique circulaire chère à Edgar Morin que dans une dynamique dialectique qui contient la notion de synthèse dans le sens de la Aufhebung hégélienne. Pour éviter toute confusion, il est utile de rappeler que la conception hégélienne de la dialectique est évidemment à différencier de l'utilisation commune de cette notion dans le sens d'une simple interaction.

Cette question peut paraître très théorique et épistémologique. Elle soulève pourtant la question de la révolution en opposition à la réforme. Aussi bien en matière de connaissance scientifique qu'en ce qui concerne les structures de l'Etat, nous avons assisté à des révolutions. En matière scientifique, la révolution la plus parlante est sans aucun doute le remplacement du système géocentrique par le système héliocentrique grâce à Galilée et de Copernic. Ce n'était pas une réforme mais un renversement total, en rupture radicale avec la manière de penser l'univers. En ce concerne les structures des Etats, nous avons également assisté à des révolutions, comme par exemple, les révolutions américaine, française et russe. En revanche, en ce qui concerne la société dans son ensemble - son tissu social et économique - nous nous trouvons dans des processus bien plus lents et progressifs, des processus dont la compréhension est probablement mieux décrite par la notion d'équilibration dialogique que par celle de transformation dialectique, celle de réforme que par celle de révolution. Evidemment, des réformes en profondeurs peuvent amener un changement radical qui peut être qualifié de révolutionnaire.

Compte tenu du fait que la mouvance anticapitaliste ne préconise non seulement un changement de la structure de l'Etat, mais aussi, voire surtout, un changement de la société dans son ensemble, la notion d'équilibration dans une dynamique dialogique est probablement plus pertinente que la notion de révolution. Par conséquent, il est probablement plus utile d'avancer des propositions qui vont dans la direction d'une réforme radicale, d'une régulation accrue concernant les principaux acteurs économique que d'avancer un projet alternatif et révolutionnaire tout ficelé.

Une utopie désirante et révolutionnaire

Dans les débats actuels concernant les méfaits du capitalisme, la mouvance anticapitaliste a parfois oublié que ce n'est pas en attisant la haine contre les capitalistes, si compréhensible et justifiée qu'elle soit, qui permet de construire une autre société. La

révolution par la haine - Staline avait sans aucun doute poussé à l'extrême ce sentiment - n'est guère porteur d'un projet d'espoir.

A côté de la révolution par la haine, il y a, ce qu'on pourrait appeler, la révolution par la maîtrise. Une partie importante du mouvement communiste du 20^{ème} siècle était très attachée à cet aspect de contrôle rigoureux et presque scientifique de la démarche révolutionnaire, une approche dont Lénine était sans aucun doute un représentant important.

Enfin, il y a ce qu'on pourrait appeler la révolution par l'utopie désirante. Tout en étant conscient de la nécessité d'un changement radical du rapport de force politique, ce courant doit être porté par un désir et un projet centré sur l'épanouissement et la créativité individuelle. Une telle utopie désirante est capitale pour ne pas entrer dans une dynamique de réformettes dont le but consiste à ne rien changer en ce qui concerne le rapport de force politique.

Le but de l'utopie désirante - Ernst Bloch parle d'une volonté utopique - consiste à donner un souffle et une liberté de penser qu'une autre société est possible et souhaitable, une société qui est moins basée sur la consommation effrénée que sur nos désirs d'épanouissement, de créativité et d'autonomie. L'utopie désirante est un sentiment d'espoir diffus de croyance émotionnelle partagée qui a une portée révolutionnaire, un état d'esprit indispensable si nous voulons que les réformes permettent un réel changement du rapport de force avec une amélioration significative des conditions de vie, l'épanouissement de chacun et de chacune et le développement de leur créativité.